

JOURNAL DE LA SOCIÉTÉ STATISTIQUE DE PARIS

MICHEL AUGÉ-LARIBÉ

Chronique des statistiques agricoles

Journal de la société statistique de Paris, tome 88 (1947), p. 298-304

http://www.numdam.org/item?id=JSFS_1947__88__298_0

© Société de statistique de Paris, 1947, tous droits réservés.

L'accès aux archives de la revue « Journal de la société statistique de Paris » (<http://publications-sfds.math.cnrs.fr/index.php/J-SFdS>) implique l'accord avec les conditions générales d'utilisation (<http://www.numdam.org/conditions>). Toute utilisation commerciale ou impression systématique est constitutive d'une infraction pénale. Toute copie ou impression de ce fichier doit contenir la présente mention de copyright.

NUMDAM

Article numérisé dans le cadre du programme
Numérisation de documents anciens mathématiques

<http://www.numdam.org/>

V

CHRONIQUE DES STATISTIQUES AGRICOLES

Pendant l'année 1946, en même temps que des commissions ministérielles et des conférences internationales s'efforçaient d'améliorer les méthodes d'établissement des statistiques agricoles, la qualité de la documentation officielle a visiblement diminué de valeur. Nos statistiques des récoltes et recensements d'animaux sont faussés, par insuffisance, sous la pression des déclarations volontairement inexactes des producteurs.

Toutefois, comme personne ne peut donner des évaluations plus précises que celles que rassemble et publie le ministère de l'Agriculture (ce sont celles qui sont recopiées par la Statistique générale de la France) nous commencerons par les examiner en rappelant que les chiffres dont nous disposons actuellement ne sont encore que provisoires et, pour quelques catégories, incomplets. Le fait seul de les présenter avec les mêmes termes de comparaison que les années précédentes est déjà instructif.

Répartition des principales cultures en 1945-1946.

(Surfaces en milliers d'hectares.)

	BLÉ	SEIGLE	AVOINE	TOUTES CÉRÉALES	
1930-1939.	Minimum	4.941,5	600,4	3.197,7	10.710,0
	Moyenne	5.144,3	648,2	3.233,3	
	Maximum	5.355,7	715,9	3.365,3	
1946	4.059,0	423,0	2.448,0	7.988,1	
Diminution par rapport à la moyenne 1930-1939.	1.085,3	223,2	785,3	3.720,0	
Indice 1946 par rapport à la moyenne 1930-1939.	78,9	65,4	75,7	74,6	

	POMMES de terre	BETTERAVES industrielles	OLÉAGINEUX	PRAIRIES de fauche	VIGNES
1930-1939.	Minimum	1.304,7	217,0	10,0	1.503,5
	Moyenne	1.318,6	315,4	14,3	1.508,0
	Maximum	1.343,6	347,2	19,8	1.510,2
1946	835,5	240,9	177,1	9.234,1	1.480,3
Diminution par rapport à la moyenne 1930-1939	483,1	74,5	+163,8	383,5	47,7
Indice 1946 par rapport à la moyenne 1930-1939	63,3	76,3	1.231,5	96,1	96,6

Tout d'abord il est peut-être bon d'expliquer que les chiffres de la moyenne 1930-1939 varient un peu dans les diverses publications parce qu'en 1939 la Statistique n'a pu tenir compte des trois départements d'Alsace et de Lorraine. Dans certaines publications ultérieures on les a rétablis par approximation; dans d'autres on n'a pas pensé à le faire ou on l'a fait de façon diverse. Cela peut provoquer pour le blé une différence de moins de 100.000 hectares sur plus de 5 millions qui vient s'ajouter à d'autres causes d'inexactitude. Ce n'est pas bien grave.

Les chiffres donnés pour 1946 résultent des évaluations des directeurs de services agricoles au 1^{er} novembre 1946. Ils pourront être corrigés.

En supposant ces chiffres acceptables et en les comparant à ceux de 1945 on constate que les agriculteurs ont fait en 1945-1946 un réel effort pour étendre leurs cultures. Les augmentations de surfaces auraient été pour le blé de 375.000 hectares, de 75.800 pour le seigle, de 78.400 pour l'avoine, de 59.500 pour les pommes de terre, de 52.400 pour les betteraves industrielles, de 105.800 pour l'ensemble des prairies pouvant être fauchées; dans la catégorie des oléagineux on constate une diminution de 27.800 hectares.

Par rapport à la moyenne 1930-1939 égale à 100, l'indice des surfaces cultivées en blé passe de 71,6 à 78,9, celui du seigle de 56,8 à 65,4, celui de l'avoine de 73,3 à 75,7, celui de l'ensemble des céréales de 72,3 à 74,6. Dans les autres catégories, sauf pour les oléagineux, il y aurait aussi une amélioration appréciable des indices des surfaces cultivées. Cependant il ne s'agit encore que des trois-quarts de ce qui était cultivé en moyenne avant la guerre.

Cette diminution des cultures suffit à expliquer que les résultats des récoltes restent très inférieurs à ceux des anciennes moyennes.

Estimation des principales récoltes de 1946.
(en milliers de quintaux)

	BLÉ	SEIGLE	MAÏS	AVOINE	ORGE
1930-1939					
{ Minimum	62.080,6	7.150,0	4.098,5	41.506,4	9.248,7
{ Moyenne	80.989,3	7.832,2	5.350,5	47.368,0	10.924,0
{ Maximum	98.611,2	8.976,1	6.254,4	56.786,6	14.766,7
1946	66.738,0	4.384,0	1.951,3	37.337,0	10.237,0
Diminution par rapport à la moyenne 1930-1939	14.251,3	3.448,2	3.399,2	10.026,0	687,0
Indice 1946 par rapport à la moyenne 1930-1939	82,4	55,8	36,4	78,8	94,1

	POMMES de terre	BETTERAVES industrielles	LÉGUMES secs	VINS (1.000 hectol.)
1930-1939				
{ Minimum	189.229,8	72.257,6	2.507,8	48.685,1
{ Moyenne	155.254,4	90.807,3		58.683,8
{ Maximum	173.145,3	116.381,7		78.144,1
1946	94.794,1	65.165,8	1.404,1	34.872,3
Diminution par rapport à la moyenne 1930-1939	60.459,3	25.641,5	1.103,7	23.791,5
Indice par rapport à la moyenne 1930-1939	61,0	71,7	55,9	59,5

Comparés aux moyennes d'avant guerre, ces résultats sont encore bien faibles, mais rapprochés de ceux obtenus en 1945 ils marquent un effort, une reprise et une amélioration très encourageantes. Des accroissements de production de l'ordre de grandeur de 23.581.000 quintaux pour le blé, de 1.595.600 pour le seigle, de 10.078.300 pour le maïs, de 3.321.800 pour l'orge, de 41.097.900 pour les pommes de terre, de 24.101.300 pour les betteraves à sucre ou alcool, de 3.475.500 hectolitres pour les vins auraient dû satisfaire aux besoins urgents du pays. Malheureusement la mise en vente et la répartition n'ont pas été aussi bien conduites. Nous souffrons du gaspillage, du mauvais emploi et des fautes nombreuses du ravitaillement administratif.

L'accroissement des récoltes a été dû à la fois à l'extension des surfaces cultivées que nous avons notée au début et à de plus fortes productions à

l'hectare, ce qui montre bien qu'il y a eu en 1946 un plus gros effort, une amélioration des méthodes et aussi une amélioration climatique plus favorable.

Rendements moyens par hectare.
(En quintaux)

	BLÉ	SEIGLE	AVOINE	ORGE	MAIS	POMMES de terre
Moyenne 1930-1939	15,40	11,59	14,26	14,71	15,76	112,98
1945	11,71	7,59	11,50	10,25	7,08	75,61
1946	16,44	10,36	15,24	14,99	8,79	113,85

	BETTERAVES industrielles	HARICOTS secs	LENTILLES	POIS SECS	FÈVES	COLZA	VINS (hectolitres).
Moyenne 1930-1939	286,95	7,79	9,65	14,72	12,23	12,02	38,46
1945	227,07	3,26	4,25	12,44	5,61	4,76	19,96
1946	270,51	4,69	6,68	15,90	8,42	10,53	23,88

On voit que sur quelques points et notamment pour le blé, le rendement moyen en 1946 a dépassé la moyenne d'avant-guerre. Mais cela ne signifie pas que nous soyons sortis de la misère. La campagne 1945-1946 a été favorable. On a des raisons de penser que celle qui est en cours ne le sera pas. La récolte du blé est déjà fortement compromise par des gelées qui ont détruit les deux tiers des ensemencements d'automne.

*
* *

Le Service d'études et de documentation du ministère de l'Agriculture publie, avec l'aide du Centre national d'information économique, une revue mensuelle comprenant trois fascicules : études et monographies, information économique et statistique, information juridique et sociale. Dans le numéro de janvier 1947 une étude sur la situation du cheptel français en 1938 et 1946, remarquable par sa sincérité et sa méthode critique, fournit des chiffres correspondant à la fin de 1946. Les voici rassemblés avec comparaison à l'avant-guerre et à l'année précédente :

Effectifs du cheptel en 1938, 1945 et 1946.

CATÉGORIES	1938	1945	1946 (provisoire)	VARIATION 1938-1946
<i>Espèce chevaline :</i>				
Animaux de plus de 3 ans	2.220.200	1.746.872	1.817.954	-18
Animaux de moins de 3 ans	471.940	510.666	529.742	+12,2
TOTAL de l'espèce	2.692.140	2.257.478	2.347.696	-12,8
<i>Espèce mulassière</i>				
	108.170	86.506	92.697	-14,8
<i>Espèce ovine</i>				
	184.823	108.406	107.420	-41

Effectifs du cheptel en 1938, 1945 et 1946 (suite).

CATÉGORIES	1938	1945	1946 (provisoire)	VARIATION 1938-1946
<i>Espèce bovine :</i>				
Taureaux	280.220	272.375	278.786	— 0,5
Bœufs	1.286.420	1.182.398	1.184.556	— 4,8
Vaches	8.731.850	6.823.327	7.425.588	—15
Élevés de moins d'un an	3.113.460	3.320.467	3.461.816	+11,1
Élevés de plus d'un an	2.259.730	2.674.522	2.777.952	+23,9
TOTAL de l'espèce.	15.621.680	14.278.082	15.128.648	— 3,1
<i>Espèce ovine :</i>				
Bœliers	200.080	188.178	140.680	—29
Brebis	6.181.070	4.499.666	4.766.388	—22,9
Moutons	986.200	256.959	389.789	—55,6
Agneaux	2.505.020	1.737.004	1.912.660	—23,7
TOTAL de l'espèce.	9.872.370	6.631.807	7.159.467	—27,4
<i>Espèce caprine</i>	1.415.910	1.020.932	1.117.639	—21
<i>Espèce porcine :</i>				
Verrats	39.790	32.623	34.412	—13,5
Truies	874.800	746.231	807.693	— 7,6
Animaux à l'engrais	2.581.140	1.245.737	1.747.007	—82
Porcs de moins de 6 mois.	8.630.950	2.362.402	2.687.894	—26
TOTAL de l'espèce.	7.126.680	4.386.443	5.277.006	—26

Dans les explications qui accompagnent ces chiffres, l'étude publiée par la Revue rappelle que les conditions atmosphériques de 1945-1946 ont été beaucoup plus favorables à la production de l'herbe que celles de l'année précédente et par conséquent aussi les ressources fourragères beaucoup plus abondantes; même les productions indigènes et les importations d'aliments concentrés pour le bétail, encore bien insuffisantes, ont été améliorées.

Discutant l'exactitude des recensements reproduits ci-dessus, l'étude fait remarquer qu'ils ne sont pas bien comparables en 1945 et 1946. Le rapprochement des résultats des enquêtes pour ces deux années ferait croire à une reconstitution beaucoup plus rapide que dans la réalité. La comparaison est, au contraire, théoriquement possible avec 1938 parce que les méthodes de recherches ont été semblables; il s'agit d'évaluations par les commissions communales. En fait, on ne doit tenir pour convenablement approximatives ni les évaluations de 1938 ni celles de 1946 parce que les contrôles, faute de personnel, n'ont porté que sur un nombre trop restreint de communes.

Pour les chevaux l'élevage soutenu par des prix élevés et même exagérés est devenu plus intensif. Dans l'ensemble les effectifs comprennent beaucoup de vieux animaux que l'on fait durer d'une façon anormale et beaucoup de jeunes. Les bons animaux de travail font encore défaut. L'attention des éleveurs est déjà attirée sur la nécessité de proportionner l'importance de l'élevage à l'évolution plus ou moins rapide des besoins, quand la demande se ralentira.

L'effectif total de l'espèce bovine paraît redevenu très voisin de ce qu'il

était en 1938. Mais la grande enquête de 1929, probablement meilleure que les estimations annuelles, donne à penser que les chiffres de 1938 étaient trop faibles. En 1946, le plus grand nombre de jeunes animaux indique que l'on se hâte de reconstituer le troupeau bovin. Mais on est loin d'avoir retrouvé le poids d'avant-guerre. On croit pouvoir estimer celui de 1938 à 7.000.000 de tonnes et celui de 1946 à 5.900.000.

Bien que la valeur des estimations de la production animale soit encore plus incertaine que celle des effectifs, nous reproduisons les données fournies par l'article de la Revue du Ministère. Ce sont des ordres de grandeur que l'on ne pourrait se procurer ailleurs :

	1938	1946	1946 (provisoire)
Viande de bovins (en tonnes).	875.300	547.676	700.000
Lait (en hectolitres)	138.241.720	76.548.550	90.000.000

S'il est vrai que les cultivateurs ont nourri leurs animaux avec du blé, moins bien payé que les autres céréales, on peut s'attendre à une amélioration du cheptel, malgré l'insuffisance des importations d'aliments concentrés. Au contraire, « en ce qui concerne la production laitière, dit l'article cité l'avenir n'est pas encourageant. Le nombre des vaches laitières a beaucoup diminué par rapport à l'avant-guerre. Le bas prix du lait, l'insuffisance de l'approvisionnement en tourteaux et la difficulté de plus en plus grande pour trouver de la main-d'œuvre spécialisée incitent les éleveurs à vendre leurs animaux ».

Quant aux nombres proposés par la statistique agricole pour les effectifs d'ovins et de porcins, ils doivent être considérés avec beaucoup de méfiance. Dans une période où les cultivateurs s'efforcent de dissimuler ce qu'ils possèdent, il leur est trop facile de réduire leurs déclarations concernant des animaux qui souvent sont nés et abattus dans l'année, les commissions municipales n'ont pas les moyens de faire des corrections certaines et les contrôleurs venus du dehors sont encore plus mal placés pour le faire.

* * *

Cependant la politique de la répartition imposée par décisions administratives exige d'abord des statistiques exactes. Il est incompréhensible que la direction du budget au ministère des Finances refuse de donner aux services responsables de l'information statistique les moyens de se renseigner convenablement. Aux demandes les plus justifiées elle ne cède qu'en rechignant, sans faire un effort pour savoir ce qui est réellement nécessaire.

La Revue du ministère de l'Agriculture, dans le même numéro de janvier 1947 que nous avons utilisé plus haut, reproduit un rapport à MM. J. Chombart de Lauwe et M. Desbrosses au Conseil supérieur de l'Agriculture sur la réorganisation de la statistique agricole. Dans ce rapport qui est une remarquable étude des méthodes à suivre pour obtenir de bons résultats, le service dégage sa responsabilité. On y lit notamment :

« Des crédits suffisants pour organiser des services de statistiques agricoles

efficaces et effectuer des enquêtes dans de bonnes conditions n'ont jamais été accordés au ministère de l'Agriculture.

« Tant à l'échelon central qu'aux échelons départemental et local, le ministère de l'Agriculture n'a pas disposé jusqu'à maintenant, d'un personnel qualifié en nombre suffisant, soit pour étudier les méthodes de statistiques agricoles, soit pour effectuer les statistiques agricoles.

« Le Service de Statistique du ministère de l'Agriculture a un personnel manifestement insuffisant, si on le compare à celui des pays étrangers (même des petits pays comme la Hollande ou la Suisse). L'aide apportée par l'Institut National des Statistiques est encore bien au-dessous des besoins. A l'échelon départemental, il n'existe que 40 sections de statistiques dans les Directions des Services agricoles; ces sections n'ont commencé de fonctionner qu'en 1946; elles sont dotées de moyens qui ne correspondent pas à leurs attributions étendues. »

Pourquoi a-t-on créé 40 sections départementales quand il existe 90 départements, c'est une énigme que seule la direction du budget peut comprendre. Ou bien elles sont nécessaires et efficaces, et alors il ne doit pas être difficile de récupérer ailleurs des crédits sur des dépenses qui ne présentent pas la même utilité; ou bien les services des Finances se jugeant plus compétents que les Services d'exécution responsables décident que les déclarations individuelles et les estimations des commissions communales n'ont pas besoin d'être contrôlées, et on ne comprend pas pourquoi des crédits sont accordés à 40 départements. Il est étrange que la direction du Budget de qui dépend le fonctionnement administratif n'ait pas encore appris que de toutes les dépenses celles qui donnent les plus médiocres résultats sont celles qui ne sont faites qu'à moitié. On a toujours voulu que la statistique agricole se fit gratuitement par des agents municipaux à qui l'élection a conféré la compétence en même temps que le dévouement.

Les conclusions du rapport ont été approuvées par la 2^e section du Conseil supérieur de l'Agriculture. Les voici :

« La réorganisation de la statistique agricole exige :

a) *dès maintenant* :

« l'adoption d'une méthode de statistique agricole;

« le renforcement du personnel du service de statistique du ministère de l'Agriculture;

« la création de 50 postes de chefs de section de statistique dans les départements qui n'en sont pas pourvus.

« la collaboration étroite de l'administration et de la profession pour les opérations statistiques;

« le développement de l'enseignement et de la propagande en faveur de la statistique agricole;

« la publication d'une loi préparée par l'Institut national des Statistiques, et relative aux sanctions en matière de fausse déclaration ;

« l'aménagement des dispositions relatives à l'utilisation des renseignements statistiques individuels par l'administration fiscale;

« la possibilité de donner des récompenses honorifiques aux collaborateurs des enquêtes.

b) dans l'avenir :

« Un effort vigoureux et *persévérant* des services statistiques du ministère de l'Agriculture, de l'Institut national des Statistiques et des directions des Services Agricoles, étant entendu que ces services seront pourvus de moyens suffisants (personnel *spécialisé* et crédits). »

On ne voit pas ce qu'il y aurait à reprocher à ces conclusions. Il serait d'autant plus nécessaire de les transformer en actes que nos délégués aux conférences internationales ont pris et renouvellent à ce sujet des engagements formels. Nous avons rapporté dans notre chronique de l'an passé les promesses qui ont été faites solennellement par la France à la conférence de la F. A. O. à Québec. La question est de savoir si la parole donnée par un ministre, au nom de la France, dans une réunion des nations alliées, n'engage pas le ministre des Finances.

L'installation des services de F. A. O. n'a pas été aussi rapide que ses promoteurs l'avaient fait espérer; elle est cependant en voix d'exécution. Des fonctionnaires de l'Institut international d'agriculture dont la liquidation a été prononcée en juillet dernier, conformément aux exigences des fondateurs du nouvel organisme, ont été enrôlés à Washington. Ils préparent pour 1950 un deuxième recensement mondial de l'agriculture. Il sera la suite de celui de 1930 dont l'Institut de Rome avait eu l'initiative. Ce deuxième recensement aurait dû avoir lieu en 1940 et la préparation en avait été commencée. C'est maintenant une autre organisation qui aura l'honneur de mener à bien cette énorme entreprise... si elle la mène à bien.

Car ce ne sera pas une chose facile. La prétention est en effet de recueillir des renseignements sur l'agriculture de toutes les régions où cultures et élevages sont d'une importance internationale. Une commission de spécialistes s'est réunie à Copenhague, cet été; une autre a travaillé à Washington pendant une quinzaine au début novembre. Elle a discuté longuement des méthodes à adopter.

Cette recherche des bonnes méthodes applicables aux statistiques agricoles mériterait tout un examen critique; il déborderait de beaucoup le cadre de cette chronique. Entre les trois systèmes qui sont retenus comme pratiquement utilisables, recensements par enquêtes individuelles auprès des exploitants, évaluations dans le cadre des circonscriptions administratives, prise d'échantillons caractéristiques, la commission a eu de la peine à choisir parce qu'aucune de ces méthodes n'est applicable partout.

Or il s'agit bien d'une enquête mondiale. On peut dès à présent attirer sur ce point l'attention du ministère des Finances. L'enquête de 1950, portant non seulement sur la métropole mais sur tout l'empire français, coûtera très cher. Puisque la France s'est engagée à la faire il faut qu'elle soit conduite de façon à donner de bons résultats. Espérons que les fonctionnaires de la direction du budget auront compris d'ici là que si l'on veut diriger une politique, il convient d'abord de bien savoir ce que l'on a à organiser.

Michel AUGÉ-LARIBÉ.

Le Directeur Pierre DEPOID.

